

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cellule carrières – mines et après-mines  
Cité Administrative - Bât.A  
81013 Albi Cedex 9

Albi, le 03/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAS CARRIERES PLO**

Sardagne  
81490 Saint-Salvy-de-la-Balme

Références : 81-CARMIN-2024-04  
Code AIOT : 0006803464

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2024 dans l'établissement SAS CARRIERES PLO implanté Le Salès 81490 Saint-Salvy-de-la-Balme. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS CARRIERES PLO
- Le Salès 81490 Saint-Salvy-de-la-Balme
- Code AIOT : 0006803464
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière de "granite" située au coeur du massif du Sidobre, sur une surface de

21ha 75a 35ca est autorisée par arrêté préfectoral du 6 mars 2003 pour une durée de 30 ans, et une production maximale de 135 000 t/an.

La méthode d'exploitation à fait l'objet d'une modification autorisée par arrêté préfectoral complémentaire en date du 22 mai 2012.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Travaux préparatoires	AP Complémentaire du 22/05/2012, article 1	Sans objet
2	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 06/03/2003, article 11	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé de non conformités majeures.

La carrière est entretenue, et sectorisée par activité (zone d'extraction, ateliers, bureaux, base de vie, stationnements).

La méthode d'extraction est réalisée à l'aide de ruelleuses à disque et de fil diamanté.

L'emprise de la carrière exploitable est traversée par une faille majeure d'Ouest en Est en partie centrale. Deux autres failles, de moindre importance, se développent en parallèle plus au Nord, côté Ouest. Ces discontinuités induisent une altération du gisement aux abords de ces secteurs. Aussi, un "porter à connaissance" (refonte du phasage-modification de la côte de fond) permettant la poursuite d'exploitation du matériau, en limitant l'extraction des zones plus fracturées au profit de zones plus saines est en cours d'instruction.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Travaux préparatoires

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/05/2012, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Les bassins de décantation
<b>Prescription contrôlée :</b> Un bassin de 1620 m3 est créé afin de récupérer les eaux de ruissellement transitant sur le carreau sud de la carrière. Ces eaux seront traitées par décantation pour être réutilisées sur le site[...].
<b>Constats :</b>  De par la configuration encaissée de la carrière, les eaux pluviales sont interceptées naturellement. Les eaux transitent par le carreau vers des points bas aménagés, elles sont collectées, et dirigées au pied d'une faille (fracture dans le granite d'une largeur de 30 mètres à pendage vertical, traversant le site d'Ouest en Est) vers un bassin de décantation d'un volume de 1620m3. Les volumes collectés sont utilisés pour l'abattage des poussières et la découpe du granite (en mode circuit fermé). Les débits nécessaires à l'activité de la carrière sont : - 120 m3/h en circuit fermé pour l'extraction et le sciage, - 80 à 100 m3/j pour les besoins d'arrosage des pistes en périodes sèches. Les eaux recueillies dans ce bassin qui est sécurisé, répondent en besoin au fonctionnement de l'exploitation, y compris sur les périodes de sécheresse (bassin jamais vide). Une barge avec ponton d'accès, est équipée d'une pompe de relevage, qui alimente par un réseau de tuyaux les outils de sciage. Dans le cadre de l'entretien de la pompe et du réseau de distribution des eaux, la barge est dans son ensemble accessible (barque).

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 2 : Dispositions générales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/03/2003, article 11
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute transformation dans la méthode d'exploitation ou dans celle de remise en état des terrains exploités, toute extension de l'exploitation, nécessitent une demande d'autorisation complémentaire qui devra être déposée préalablement aux changements projetés.
<b>Constats :</b>  L'emprise de la carrière exploitable est traversée par une faille majeure d'Ouest en Est en partie centrale. Deux autres failles, de moindre importance, se développent en parallèle plus au Nord, côté Ouest. Ces discontinuités induisent une altération du gisement, qui se trouve très fracturé aux abords de ces secteurs. Un "porter à connaissance" est en cours afin de permettre la poursuite de l'exploitation, en limitant l'extraction des zones plus fracturées au profit de zones plus saines. La visite a permis à l'inspection des ICPE d'appréhender les caractéristiques structurales du massif avec les modifications demandées : <ul style="list-style-type: none"><li>- un abaissement de la cote seuil du carreau à 455NGF (autorisation actuelle à 475NGF);</li><li>- une dérogation à 30 mètres des hauteurs de fronts;</li><li>- une demande d'exploitation sur 10 années supplémentaires.</li></ul>
Type de suites proposées : Sans suite